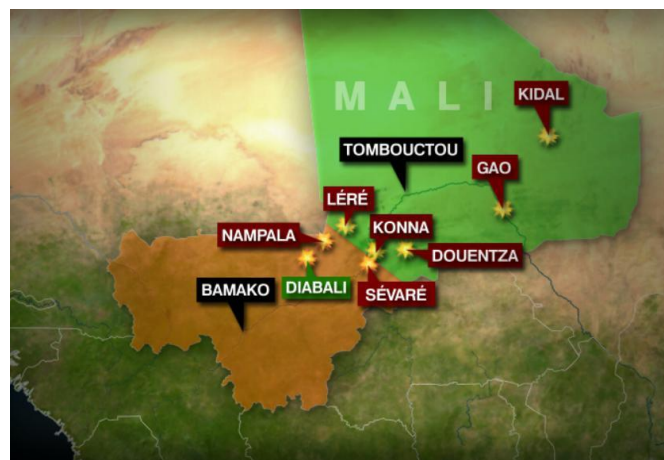




PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*

2016 -2017

**FIN DE L'OPÉRATION SERVAL : KIDAL EST
TOUJOURS SOUS LE CONTROLE DES
INDEPENDANTISTES TOUAREGS**



CC FERNANDO AGUIRRE PASTOR

Sous la direction de :

M. FRANCIS SIMONIS

Maître de conférences d'Histoire contemporaine de l'Afrique (HDR), Aix-Marseille-
Université

RESUME

A la fin des années, 90 Al-Qaïda commence à s'installer au Mali. Le peuple Touareg, qui avait pendant longtemps résisté à l'influence non seulement des colonisateurs mais aussi de l'Islam, se rapproche des groupes terroristes d'Al Qaeda. Le gouvernement malien est incapable d'éviter l'installation des terroristes. Dans le mois de janvier 2012 commence la quatrième révolte des Touareg. A la différence des autres révoltes, des intérêts religieux se mélangent avec les aspirations indépendantistes. La France qui ne voulait pas intervenir au Mali, réagit quand les terroristes commencent à avancer vers le Sud et déclenche l'opération Serval avec l'intention de chasser les terroristes et d'aider le gouvernement malien à récupérer les territoires occupés. La France récupère Kidal sans l'aide des forces maliennes et permet le retour des indépendantistes Touareg, qui avaient déclenché la quatrième révolte et qui s'étaient rapproché des terroristes. Les Touareg devaient être représentés au Mali par leurs liens historiques dans la région et après 4 révoltes leurs revendications et les accords signés n'ont jamais respecté. Il fallait trouver une place aux Touareg dans le territoire malien mais il faudra veiller à ce qu'ils rompent tout lien avec les terroristes.

OVERVIEW

At the end of the 90s Al-Qaida begins to settle in Mali. The Tuareg people, who had long resisted the influence not only of colonizers but also that of Islam, approach to terrorist groups from Al Qaeda. Malian Government is unable to avoid the installation of the terrorists. In the month of January 2012 begins the fourth revolt of Tuareg, unlike other revolts religious interests mingle with separatist aspirations. France that would not want to intervene in Mali, reacted when terrorists began to move towards the South, which triggers the Serval operation with the intention of hunting the terrorists and help Malian Government to recover the occupied territories. France recovers Kidal without the help of the Malian forces and allows for the return of the Tuareg separatists, which had triggered the fourth revolt and who has had close terrorists. Tuareg should be represented in Mali by their historical ties, besides after 4 revolts Malian Government has never respected the agreements post revolt. It was

needed to find a place to the Tuareg in Mali but the France will have to monitor their links with the terrorist.

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction.
2. Les Touareg au Mali.
 1. Révoltes touarègues jusqu'à 2006.
 2. Influence croissante d'AQMI dans la région.
3. Quatrième révolte touarègue.
 1. La révolte de 2012.
 2. Opération Serval.
4. Répercussions politiques de l'opération Serval.
 1. Recomposition des mouvements touareg entre janvier 2013 et juillet 2013.
5. L'armée malienne et la région de Kidal.
 1. Visite du premier ministre à Kidal.
 2. Tentative du gouvernement de reprise de la région de Kidal.
6. Conclusion

1. INTRODUCTION

Les Touareg, sont des berbères nomades du Sahara qui se déplacent traditionnellement avec liberté et autonomie. Le Sahara a fait partie des ambitions coloniales françaises à partir des années 1880. Entre la fin du dix-neuvième siècle et le début du vingtième siècle, une partie du Sahara intègre l'Afrique Occidentale Française (AOF). À la fin des années 1950, les Touareg du Soudan français, le Mali d'aujourd'hui, découvrent sans être consultés qu'ils vont être gouvernés par des Noirs du sud qui parlent la langue bambara. Pour devenir un Etat, une population doit avoir des aspects communs et partager une culture. La mise en place des États à la fin des années cinquante ne prend pas en compte cet aspect des choses, divisant les Touareg en minorités dans ces 5 pays : le Mali, le Niger, l'Algérie, le Burkina Faso et la Libye. Si dans certains pays, les Touareg restent dispersés sur l'ensemble du territoire, dans la région de Kidal au Mali, qui fait objet de cette étude pour être le centre de toutes les révoltes, ils constituent la majorité de la population. Les Touareg se sentent trahis par l'occupant français qui avait promis de les protéger pendant l'occupation. Ils ne comprennent pas pourquoi la France quitte leur territoire et les divise. Selon Hélène Claudot-Hawad « *Les indépendances africaines scellent ce qui est vécu par les Touaregs comme le démembrement de leur corps politique et social.* »¹

Depuis 1962, le Mali a connu quatre révoltes Touareg qui réclament leur territoire, mais dans la dernière révolte, qui fait l'objet de cette étude, la religion se mélange avec les désirs indépendantistes.

Il ne faut pas oublier que les Touareg sont des musulmans mais comme le géographe-explorateur Henry Duveyrier l'a remarqué, le nom « Touareg » avait été donné par les Arabes et signifie en arabe « Les abandonnés de Dieu »², car ils ont pendant longtemps refusé d'adopter la même religion que les Arabes leur apportaient. L'Islam que les Touareg professent n'est pas le même que celui des Arabes.

¹ CLAUDOT-HAWAD, H. et Hawad, *Touaregs : Apprivoiser le désert*, Paris, Gallimard, 2002, 144 p., p. 40.

² DUVEYRIER, H, *L'exploration du Sahara. Les Touaregs du Nord*, Paris, Challamel, 1864, 660 p., p.115.

Mais à la fin des années 1990 des islamistes algériens commencent à s'installer dans la région du Nord de Mali, au début avec le sigle GIA (Groupe Islamique Armé), puis GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) et finalement comme AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique). Al-Qaïda aura une influence très importante sur les Touareg et jouera un rôle considérable dans la quatrième rébellion des Touareg.

Au cours du mois de janvier 2012, le groupe indépendantiste armé MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) déclenche la quatrième révolte des Touareg. Mais à différence des trois révoltes précédentes, les islamistes entrent en jeu : AQMI, le groupe salafiste Ansar Dine et le MUJAO (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest) prennent le contrôle des territoires conquis par le MNLA. L'ambition des djihadistes de vouloir poursuivre leur offensive vers le Sud du Mali entraîne, le 11 janvier 2013, l'intervention militaire de la France, avec l'opération Serval, dont l'objectif est non seulement de stopper l'avancée en direction de Bamako des forces islamistes, mais aussi de permettre au Mali de recouvrer son intégrité territoriale, par la reconquête du Nord. Les trois objectifs de l'intervention française qui ont été annoncés par le président de la République Française François Hollande le 15 janvier 2013, sont³ :

1. « Arrêter l'agression terroriste ». Quant aux islamistes, explique-t-il, il s'agit de « les détruire », « les faire prisonniers quand c'est possible » et de « faire en sorte qu'ils ne puissent plus nuire »
2. « Sécuriser Bamako »
3. « Permettre au Mali de recouvrer son intégrité territoriale ».

A la fin de janvier 2013, les djihadistes d'Al-Qaïda sont chassés de Kidal et les indépendantistes armés du MNLA, qui avaient déclenché cette dernière révolte, retournent à Kidal et prennent le contrôle de la région.

Le 14 juillet 2014, le ministre de la Défense français annonce la fin de l'opération Serval et le début de l'opération Barkhane pour continuer à lutter

³ Direction de l'information Légale et Administrative, *Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et les Emirats arabes unis et sur l'intervention militaire française au Mali, à Dubai le 15 janvier 2013.* <http://discours.vie-publique.fr/notices/137000095.html> ; consulté le 28 février 2017

contre les terroristes. Serval a profondément affaibli les djihadistes au Mali mais a aussi entraîné une recomposition des différents groupes armés dans le Nord du Mali où une nébuleuse de mouvements cohabitent ou s'affrontent pour le contrôle des routes commerciales (katibas, milices d'auto-défense, groupes armés aux diverses revendications politiques). Dès le lancement de l'opération Serval, le groupe terroriste Ansar Dine éclate en deux : le MIA (Mouvement Islamiste Armé) et Ansar Dine, et en même temps il y a une scission dans le groupe MNLA formant le groupe HCA (Haut Conseil pour l'Azawad). Les groupes MIA et HCA dirigés par les fils de l'Amenokal forment le groupe HCUA (Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad). Donc Kidal, après Serval, restera sous la direction du MNLA et du HCUA, mouvement qui avait été formé par des membres du MIA qui appartenaient au groupe terroriste Ansar Dine.

Au long de ce travail je voudrais étudier quelles sont les raisons pour lesquelles la France a permis, à la fin de l'opération Serval, que les groupes MNLA-HCUA restent au pouvoir à Kidal.

La complexité du contexte historique et les relations compliquées que les Touareg entretiennent avec les Etats où ils sont installés, rendent encore plus difficile de trouver une solution à ce conflit qui dure déjà plus de soixante ans.

2. LES TOUAREG AU MALI

Les Touareg sont un peuple nomade qui vit dans les régions saharienne et sahélienne de l'Algérie, de la Libye, du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Bien qu'on ne dispose pas de données précises, ils sont actuellement environ 1,5 millions. « *Les éléments communs à tous les Touaregs sont : la langue, le voile de tête, le glaive, le dromadaire et la façon de vivre comme nomades.* »⁴ La plupart d'entre eux sont musulmans, mais leur pratique de la religion diffère de l'Islam pur, car bien qu'ils croient en Allah ils le font à leur manière hétérodoxe⁵. Il y a aussi plusieurs aspects de leur culture quotidienne qui les rendent très différents, comme par exemple le fait que ce sont les hommes et non les femmes qui portent le voile ; les femmes possèdent d'une grande liberté même

⁴ RAFFRAY M, (commandant de réserve opérationnelle) *Les rebellions Touarègues au Sahel*, janvier 2013, Paris, CDEF (Cahier du Retex), 95 p., p. 23.

⁵ ATALLAH R. (Lieutenant Colonel) *La révolte des Touaregs*, s.l. ASPJ (Afrique et francophonie premier trimestre 2013), 79 p., p. 67.

au plan sexuel. Al-Qaïda va essayer de changer cette manière de concevoir l'islam par le biais de différents groupes islamistes.

De par la difficulté du milieu (le Sahara) le pillage fait historiquement partie de la nature du Touareg et de sa vie.

Les Touareg de Mali sont divisés en tribus et ces tribus sont aussi divisées en fractions et sous-fractions, qui se distinguent par le lignage et la région géographique de laquelle elles sont originaires⁶. En même temps les Touareg sont aussi divisés en trois classes : les nobles (éleveurs de chameaux), les vassaux (éleveurs de chèvres) et les descendants d'esclaves noirs africains. Pour comprendre la difficulté de la composition et de l'organisation des Touareg au Mali, selon le gouvernement malien, seulement à Kidal il y a plus de 60 factions touarègues réparties en trois tribus principalement : Ifoghas, Taghat Melet et Idnane. Les principaux leaders de la quatrième révolte des Touareg feront partie de la tribu des Ifoghas⁷.

Ifoghas ou Iforas : C'est la tribu des nobles Touareg du Nord du Mali. A cette tribu appartient le leader des Touareg maliens qui porte le nom d'Amenokal et qui est toujours originaire de Kidal. Les Ifoghas de Kidal ont été les déclencheurs de la première, deuxième et troisième révolte des Touareg. La plupart de ces Touareg appartenaient dans les années 1990 au Mouvement Populaire pour l'Azawad (MPA) dirigés par Iyad Ag Ghali, qui en 2012 fonde Ansar Dine qui cherche à imposer la charia au Mali. La tribu des Ifhogas peut être divisée en 4 factions principales :

- Kel Affella : C'est la faction traditionnelle de l'Amenokal. Les leaders de cette faction qui feront l'objet de ce mémoire sont :
 - Intallah Ag Attaher : Amenokal.
 - Alghabass Ag Intallah : Le fils d'Intallah qui en 2009 est député de l'Assemblée Nationale, en 2012 rejoint le groupe terroriste Ansar Dine à côté d'Iyad Ag Ghali. Le 24/01/2012 il crée le MIA qui peu après

⁶ Wikileaks, *Tribal fault lines within the tuareg of northern Mali*: https://wikileaks.org/plusd/cables/08BAMAKO239_a.html consulté le 28 février 2017

⁷ Idem.

intègre le HCUA qui gardera le contrôle de Kidal à la fin de l'opération Serval.

- Mohamed Ag Intallah : L'autre fils d'Intallah qui en 2009 appartient aussi comme député à l'Assemblée Nationale et qui en 2012 rejoint le MNLA. Il participe à la création du HCUA qu'il intègre avec son frère Alghabass.
- Ifergoumessen : Ses leaders les plus importants qui feront l'objet de notre étude sont :
 - Ibrahim Ag Bahanga : Il a servi en Libye dans les années 1980. A la fin des années 1980, il rentre en Mali et fait partie de la deuxième rébellion touarègue au sein du MPLA (Mouvement Populaire pour la Libération de l'Azawad), qui, une fois les accords signés avec le gouvernement, devient MPA (Mouvement Populaire de l'Azawad). Il fallait enlever le mot libération aux sigles du mouvement. Après les accords de paix, il intègre l'armée malienne mais en 2001 prend en otage une dizaine de militaires, ses revendications sont satisfaites mais Bahanga ne réintègre plus l'armée. Par contre il fait partie des négociations, dans un comité créé par le président malien en 2003, pour la libération des otages occidentaux capturés par le GSPC. En 2006 il dirige à côté d'Iyad Ag Ghali la troisième rébellion des Touareg qui finit avec les Accords d'Alger. Il n'accepte pas les accords d'Alger et continue d'attaquer l'armée malienne. En 2009, harcelé, par des milices liées à l'armée malienne, il retourne en Libye. Il noue des alliances avec les Touareg qui avaient combattu en 1990 dans la première rébellion des Touareg et avaient émigré en Libye. Après la chute de Kadhafi provoquée par la guerre menée par la France et l'Otan, des milliers de Touareg avec des tonnes d'armes provenant des arsenaux de Kadhafi retournent au Mali et rejoignent Ibrahim Bahanga. Bahanga meurt finalement dans un accident de voiture en août 2011 et il ne peut pas participer à la quatrième révolte, mais les rebelles Touareg venus de la Libye font partie du MNLA.

- Hama Ag Sid'ahmed : il est le beau-père de Bahanga, Il a fait partie du groupe MPA et dans les années 2009 est le porte-parole de l'ATNM (Alliance Touareg Niger-Mali) à Paris.
- Kel Ireyakkan : Le leader le plus important de cette faction est :
 - Iyad Ag Ghali : Comme Bahanga et d'autres nombreux Touaregs, il émigre vers la Libye dans les années 1970 pour rejoindre les troupes du colonel Kadhafi. A la fin des années 1980, il retourne au Mali et déclenche la deuxième Rébellion touarègue de 1990-1996. Il est le fondateur de Mouvement MPLA, et du mouvement terroriste Ansar Dine qui aura un rôle très important pendant la quatrième révolte.

Il est à noter cependant que d'autres groupes touareg, comme les Imghads de Ehedj Gamou ne sont pas installés dans la région de Kidal.

Tous les leaders qui ont été listés ont fait partie de la deuxième rébellion des Touareg. La plupart d'entre eux n'a pas d'emploi et manque d'éducation, et se consacre à la contrebande de drogue et de cigarettes et au trafic d'armes.

2.1. REVOLTES TOUAREGUES JUSQU'A 2006

Durant la période de 1962 à 1964 a eu lieu la première révolte des Touareg, née à Kidal et qui finit avec l'écrasement des Touareg par l'armée malienne et l'établissement d'une zone interdite et l'instauration de la loi martiale au NE du pays jusqu'en 1992. L'Adrar des Iforas est complètement dévasté. Cet écrasement s'explique par la grande différence dans l'armement et l'entraînement suivi par l'armée malienne et les Touareg, comme métaphore c'est comme si l'armée malienne luttait avec des blindés tandis que les Touareg combattaient avec des chameaux. L'usage de la terreur par l'armée malienne, dans cette première révolte, explique en partie la haine actuelle des Touareg pour les gouverneurs venus du Sud. Les parents de certains leaders rebelles⁸ de la quatrième révolte des Touareg en 2012, qui fait l'objet de ce travail, sont morts dans la première révolte en 1963.

Les Touareg subissent deux sécheresses pendant la décennie 1970-1980, ce qui provoque l'émigration de nombreux Touareg maliens vers l'Algérie, la Lybie,

⁸ MNLA: Mohamed Ag Najem. Ansar Dine : Iyadag Ghali.

le Niger, la Mauritanie et le Burkina Faso. Cette catastrophe climatique aide Bamako à vider les régions du Nord de leur population. Certains d'entre eux sont intégrés dans la Légion Verte de Kadhafi comme Iyad Ag Ghali, le futur chef d'Ansar Dine. Pourtant, la crise du pétrole des années 80 les fait retourner au Mali. La Libye va dissoudre les régiments spécialisés qu'elle avait créés avec des immigrants touareg venant du Mali et du Niger. La situation au Mali ne voit pas de changement et ceux-ci préparent la deuxième révolte qui commence le 28 juin 1990. Dans cette révolte, comme dans celle des années 1960, les Touareg ne sont pas unis, mais cette fois-ci la rébellion n'est pas menée par des amateurs mais par des professionnels, bien organisés, avec l'expérience du combat acquise dans la Légion Verte de Kadhafi. A la différence de la révolte de 1962 à laquelle participent seulement les habitants de l'Adrar, la rébellion de 1990 comprend tous les classes sociales et tribus. Elle a été déclenchée par le MPLA (Mouvement Populaire de la Libération de l'Azawad) groupe formé par Iyad Ag Ghali en 1988.

En 1991 les accords de Tamanrasset sont signés, entre le gouvernement et certains groupes Touareg (ceux de Gao et Tombouctou ne sont pas représentés). Ces accords prévoient l'intégration des Touareg dans l'armée malienne et un statut particulier pour les régions du Nord. Ces accords marquent la fin de la première phase de cette révolte. Les accords ne sont pas complètement respectés par les autorités de Bamako et les combats continuent jusqu'à 1996. Le MPLA change de nom et devient le MPA (Mouvement Populaire de l'Azawad), cependant plusieurs rebelles font scission du MPA, jugé trop dominé par la tribu des Ifoghas, et les rebelles restent divisés :

- MPA : Touareg Ifoghas de Kidal avec Iyad Ag Ghali comme leader.
- Le FPLA (Front populaire pour la libération de l'Azawad⁹) Touareg Chamanamas.
- Le FIAA (Front Islamique de l'Azawad), composé par des Arabes.
- L'ARLA (Armée Révolutionnaire de Libération de l'Azawad), les Touareg Imghad « noirs » ou tributaires, dirigés par El Hadj Ag Gamou.

⁹ Azawad: nom que donnent les rebelles touareg aux trois régions au nord du fleuve Niger (Tombouctou, Gao et Kidal).

En mars 1991, deux mois après la signature des accords de Tamanrasset, un coup d'Etat militaire, mené par Amadou Toumani Touré qui deviendra président du Mali en mai 2002 et qui jouera un rôle important dans la situation dans laquelle se trouvera son pays au début de la quatrième révolte, met fin au régime dictatorial installé au Mali depuis 1968. Après les élections générales de 1992, un pacte national est signé, qui permet l'intégration des anciens insurgés dans l'armée malienne. La démocratie amène l'espoir que l'ère des révoltes est définitivement close. Mais avec la démocratie, le trafic de drogue et l'influence des islamistes venant de l'Algérie commence à s'instaurer au Mali.

A partir de mai 1992 éclate une guerre ethnique entre les fractions nordistes, puis avec la création d'une milice ethnique (le mouvement patriotique du Ganda Koy), soutenu par l'armée malienne, une guerre raciale oppose « Noirs » et « Blancs », faisant des centaines de morts et poussant des milliers de réfugiés vers la Mauritanie, le Burkina Faso et l'Algérie.¹⁰

Avec le pays au bord d'une guerre civile généralisée, le 26 mars 1996 se déroule la cérémonie de la « Flamme de la paix » à Tombouctou qui permet une réconciliation au moins de façade, dans laquelle furent brûlées plusieurs milliers d'armes et des centaines de rebelles touareg furent réintégrés dans l'armée.

Dans la deuxième révolte il y aura trois Touareg qui seront les leaders des différents groupes qui mèneront la révolte de l'année 2012 :

- **Mohamed Ag Najem**: Fils d'un rebelle touareg tué par l'armée malienne en 1963, il s'installa en Libye à l'âge de 20 ans et s'engagea dans l'armée libyenne. Il combattit au Liban, puis au Tchad pendant les années 1980. En 1990, il retourna au Mali pour participer à une nouvelle rébellion touarègue menée par Iyad Ag Ghali. Postérieurement, Mohamed Ag Najem prend la direction militaire du MNLA et déclenche la quatrième révolte des Touareg avec les attaques sur Ménaka, Aguel'hoc et Tessalit les 17 et 18 janvier 2012.

¹⁰ United Nations High Commissioned for refugees. *Mali : information sur le Mouvement patriotique Ganda Koi (MPGK)*:<http://www.refworld.org/docid/3ae6aba624.html> ; consulté le 20 février 2017.

- **Iyad Ag Ghali** : Chef Touareg qui va diriger la deuxième révolte des Touaregs entre 1990 et 1994 et qui prend la tête de la troisième révolte en 2006 avec Ibrahim Bahanga. En 2007 au milieu de la troisième révolte, il change de position et quitte sa cause, la lutte pour l'autonomie des Touareg, pour les négociations entre le gouvernement malien et les Touareg. A cause de cette action de nombreux membres de sa tribu perdent leur confiance en lui. Il est récompensé par le président malien et est envoyé comme consul à Djedda, en Arabie Saoudite. Il perd rapidement son poste, car il est déclaré persona non grata par le gouvernement saoudien en raison de ses liens avec Al Qaeda. Lors de la formation du MNLA il essaie d'en prendre la tête mais le MNLA le rejette. Il crée le groupe salafiste « Ansar Dine » (mouvement qui affirme combattre pour instaurer la charia dans l'ensemble du Mali). Iyad Ag Ghali, en effet, s'est radicalisé à la fin des années 1990 au contact de prédicateurs pakistanais salafistes de la Dawa.
- **El Hadj Ag Gamou** : Rejoint l'armée Libyenne en 1980, retourne au Mali en 1988 pour combattre avec les rebelles au début dans le sein du groupe MPA et après une fois la guerre ethnique éclate au sein d'ARLA. Après les accords de paix de 1996, il fait partie des Touareg qui intègrent l'armée malienne. Après avoir lutté à côté de Mohamed Ag Najem et Iyad Ag Ghali, au début de la deuxième révolte, il prend un chemin différent et lutte contre eux dans la deuxième partie de la deuxième révolte. Il y a deux faits qui vont marquer les différences entre Iyad Ag Ghali et El Hadj Ag Gamou:
 - En 1994, Gamou kidnappe Intallah Ag Attaher, l'Amenokal des Ifoghas, la tribu d'Ag Ghali. L'Amenokal est ensuite relâché mais cette action n'est pas pardonnée par les Ifoghas. C'est une grave erreur car Intallah représente toutes les tribus de l'Adrar et non seulement celles des Ifoghas.
 - La première femme d'Ag Gamou s'est remariée avec Iyad Ag Ghali.

A la fin de la deuxième révolte il intègre l'armée malienne pour défendre les intérêts de Bamako. Il sera colonel de l'armée malienne pendant la quatrième rébellion des Touareg.

A partir des années 2000, il y a trois aspects qui font que la situation au nord du Mali est encore plus difficile à gérer :

- La décentralisation du gouvernement laisse aux leaders des tribus l'administration de leurs territoires. Un leader Touareg décrit ainsi de gouvernance de ces leaders comme « demokalashi »¹¹. La combinaison de démocratie et Kalasnikov.
- L'économie du Nord de Mali est fondée sur le trafic de cannabis, de cocaïne, d'armes, de cigarettes, d'essence, et sur l'immigration illégale.¹²
- Les djihadistes algériens du groupe GSPC (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) commencent à s'intéresser au Mali. En 2007 le GSPC fait allégeance à Al Qaïda et prend le nom d'AQMI (Al Qaïda au Maghreb Islamique) et trois katibas se déplacent de l'Algérie vers le Mali.

En mai 2002, Amadou Toumani Touré est élu Président de la République du Mali et le restera jusqu'en mars 2012, une fois la quatrième révolte lancée, où il sera victime d'un coup d'Etat.

Au début de l'année 2006 les accords acquis dans le pacte National ne sont pas encore appliqués. Les responsables de la rébellion de 1990 (Iyad Ag Ghali, Hassan Ag Fagaga et Ibrahim Ag Bahanga) menacent le gouvernement malien de reprendre les armes s'il ne s'engage pas à tenir ses promesses. Au contraire, Bamako envoie des forces à Kidal. Au mois de mai de l'année 2006 débute la troisième rébellion des Touareg, avec les mêmes revendications que dans les dernières révoltes : une réforme économique et politique, une amélioration de la condition des Touareg qui ont intégré l'armée malienne et un statut particulier pour la région de Kidal. Mais derrière toutes ces revendications les cadres du MPA et de l'ARLA se disputent le contrôle des trafics de cigarettes et de la drogue que passe par Kidal¹³.

¹¹ CRAMER M, *From Nomads to Nationalists: Explaining Tuareg Separatism in Northern Mali*. Avril 2013, 20 p., p. 13.

¹² Ibid. p14

¹³ ANSELIN P, *La France et les Touaregs*, Paris, Editions Temporis, 2015, 333 p., p. 133

En juillet 2006 les accords d'Alger sont signés entre le gouvernement de Mali et les rebelles avec la médiation de l'Algérie. **Ibrahim Bahanga** ne signe pas ces accords et continue la rébellion en menant des attaques contre l'armée malienne. Les colonels Mohamed Ould Meydou (arabe) et El Hadj Gamou (Touareg) prennent la direction des troupes maliennes du nord.

Des responsables Touareg alertent les ambassades occidentales à Bamako de la « possible » collusion des autorités maliennes avec les narcotrafiquants et preneurs d'otages.

Entre septembre et octobre de 2006, certains groupes Touareg se battent contre des djihadistes d'AQMI. Les Touareg alertent Paris, Bamako et Alger sur la menace djihadiste sans avoir une réponse claire de ces gouvernements.

Pour lutter contre Ibrahim Bahanga, qui entraîne une menace pour les intérêts du gouvernement de Bamako, les milices Delta sont créées et dirigées par le colonel de l'armée malienne El Hadj Gamou. Le Président malien promet aux notables de Kidal de les maintenir en poste s'ils s'écartent du groupe de Bahanga. En 2009 Ibrahim Bahanga, épuisé par Gamou et les désertions dans son groupe, quitte le Mali en direction la Libye.

2.2. INFLUENCE CROISSANTE D'AQMI DANS LA REGION.

L'islam des nomades Touareg sahariens a toujours fait preuve de tolérance. Mais c'est un Islam particulier adapté à la société et la croyance Touareg.

AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique) est la plus grande organisation islamiste terroriste algérienne, qui connaît ses origines au début des années 90 en Algérie avec les sigles FIS (Front Islamiste du Salut) qui va évoluer en armée islamique du salut (AIS) pour devenir GIA (Groupe Islamiste Armé) qui avait comme but de combattre le gouvernement militaire algérien afin d'établir un Etat Islamiste et qui est le principal acteur de la guerre civile en Algérie. En 1998 ce groupe souffre de dissensions internes et le GSPC (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) est né, qui a pour but le retour à la pureté de l'islam salafiste mais contrairement au GIA il veut combattre uniquement les symboles du pouvoir et s'oppose aux attentats contre la population civile.

A la fin des années 90, le GSPC commence à s'implanter au Mali et le monde prend conscience de la présence de GSPC en Mali en 2003 avec la prise de 32 otages européens, la plupart allemands, près d'Illizi, une ville en Algérie près de la frontière avec la Libye. Une partie des otages est libérée par une intervention de l'armée en Algérie. L'autre partie est conduite au Mali où elle est libérée suite au paiement d'une rançon, probablement par l'Allemagne. Le fait met en évidence que le GSPC peut opérer avec impunité dans le désert des régions du Nord du Mali.

En 2006, le GSPC est en perte d'influence et une partie de ses membres suit Abdelmalek Droukdal, qui fait allégeance à Oussama Ben Laden. En 2007 ce mouvement prend le nom d'AQMI. L'objectif d'AQMI est d'instaurer un émirat dans le Grand Sahara.

Il y a trois katibas qui vont s'installer :

- La katiba de Mokhtar Bel Mokhtar, installé à Kidal et qui opère dans le Sud-Ouest de l'Algérie, le Nord du Mali et la Mauritanie. Bel Mokhtar a fait partie du GIA et puis du GSPC. Il s'est marié avec une Arabe de Tombouctou.
- La katiba d'Abdelhamid Abou Zeid, qui domine les massifs montagneux de Timétrine au Mali et le Nord du Niger¹⁴. Elle est plus structurée que celle de Bel Mokhtar. Comme Bel Mokhtar il a fait partie du GIA et puis du GSPC. Ces deux katibas opèrent indépendamment et leurs deux leaders entretiennent de très mauvaises relations.
- La katiba d'Abdelkrim al-Targuí (baptisée Al Ansar ou Ansar Al Sunnah): Petite katiba formée en 2010. Originaire de Kidal, Abdelkrim al-Targui est un cousin d'Iyad Ag Ghali. Dans les années 1990, il intègre la Dawa, une secte islamiste, et quelques années plus tard il se rapproche des djihadistes du GSPC, puis d'AQMI qu'il finit par rallier en 2010. D'abord il est sous les ordres d'Abou Zeid. Cependant, de plus en plus nombreux, les combattants Touareg du Mali et du Niger qui ont rejoint AQMI rechignent à être commandés par un Algérien.

¹⁴ BENCHERIF, A. *Al-Qaïda au Maghreb islamique: Une hiérarchie en redéfinition sous fond de crise*. Chaire Raoul-Dandurand en étude stratégique et diplomatique, 11 Décembre 2012. 8 p., 3 p.

Bien que les deux principales katibas soient dirigées par des Algériens, leurs troupes sont composées, outre des Algériens, par des Touareg, des Saharaouis, des Mauritaniens, des Arabes maliens mais aussi des Tchadiens, Nigériens et des Nigérians.¹⁵

L'installation de ces trois katibas dans la zone sahélienne déplace le centre de gravité d'AQMI de l'Algérie vers le Sahel. Ces trois katibas mènent des opérations dans les pays limitrophes à partir de leurs centres d'opérations au Mali.

Le financement économique de ces groupes terroristes est fondé sur la contrebande d'armes, de cigarettes, le trafic des personnes et principalement les prises d'otages, le trafic de drogue dans les régions désertiques non surveillées du Sahel. Si on commence à voir apparaître le trafic de la cocaïne au début des années 2000, de nos jours on estime que le 15 % de la production mondiale transite par l'Afrique de l'ouest¹⁶. L'instabilité politique unie à la pauvreté de la région du Sahara-Sahel crée un climat idéal pour l'instauration dans cette zone de ces groupes terroristes. Bel Mokhtar utilise la contrebande pour acheter des armes, (telle est la quantité de tabac qu'il reçoit le surnom de « Mister Malboro »). Les islamistes comprennent cependant rapidement que les prises d'otages sont très rentables et se concentrent sur ce type d'opérations. Depuis 2007, de nombreux Occidentaux sont pris en otage. L'un d'entre eux, le Britannique Edwin Dyer est même décapité par la katiba d'Abou Zeid.

Le Sahel devient un territoire où les trafiquants de drogue se déplacent à leur aise et le Mali y joue un rôle primordial en raison de sa position géographique. Même les cartels sud-américains font de la région leur porte d'entrée en Europe. En 2009, un Boeing 727 provenant du Venezuela, chargé de la cocaïne, atterrit dans la région de Gao et est récupéré par les terroristes d'AQMI. Des voix accusent, sans pouvoir le démontrer, le gouvernement de Bamako d'être complice dans cet événement. Les diplomates américains s'alarment de ce que la drogue prend de plus en plus de poids dans l'économie affaiblie du Mali et peut devenir un élément déstabilisateur. « *Le président*

¹⁵ Anselin, *op. cit.*, p.131

¹⁶ *Ibid.* p.132.

malien, indiquent-ils, se trouve redevable envers des personnalités qui ont négocié avec succès la libération d'otages occidentaux. Certaines d'entre elles sont impliquées dans le trafic de drogue. »¹⁷

Les Américains prennent conscience de l'expansion d'Al-Qaïda en Afrique et ils créent l'AFRICOM. Le Mali retient tout particulièrement leur attention et des millions de dollars sont déversés au profit d'une armée d'une dizaine de milliers d'hommes, dans un pays avec un budget annuel inférieur aux 2 milliards d'euros. Il faut prendre en compte le fait que l'armée malienne est formée par des hommes engagés pour une solde égale au double du salaire moyen (70 euros), et que certains militaires n'ont ni arme, ni uniforme. Une grande partie de cet argent finit par être détourné¹⁸. Les Américains reconnaitront plus tard les erreurs commises dans la formation des Touareg, qui pour beaucoup se battront dans la quatrième rébellion qui fait l'objet de cette étude. « *L'entraînement, admittra le général Carter Ham en janvier 2013, s'était peut-être un peu trop concentré sur la dimension technique et tactique, alors qu'il aurait fallu insister sur les valeurs et l'éthique militaire.* »¹⁹ D'un autre côté les Américains, ne voulant pas susciter la haine anti-américaine en l'Afrique comme celle qu'ils ont déjà réveillée dans d'autres parties du monde, ne poursuivent pas les djihadistes comme Bel Mokhtar avec des frappes aériennes avec les drones.

Les djihadistes d'AQMI prennent des positions dans les montagnes de l'Adrar et de Timerine, proches de la frontière avec l'Algérie. Ils font du Nord du Mali un sanctuaire contrôlé par les djihadistes. La France constate cette montée en puissance des terroristes et essaie de prévenir le gouvernement de Bamako de la nécessité de lutter contre les terroristes mais le gouvernement de Bamako se focalise sur ses ennemis traditionnels, « Les indépendantistes Touareg » et sous-estime l'effet très négatif qu'auront les djihadistes dans son territoire, comme par exemple le jugement que le leader wahhabite de Bamako fait en

¹⁷ <http://.leidd.fr/Societe/Faits-divers/Actualite/Air-Cocaine-un-Francais-dans-la-tourmente-362475> ; consulté le 10 décembre 2016

¹⁸ NOTIN J.C., *La guerre de la France au Mali*, Paris, Editions Tallandier, 2014, 649 p., p. 39.

¹⁹ Le Figaro, *Le Mali n'est pas une priorité pour les États-Unis* <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/02/01/10001-20130201ARTFIG00624-le-mali-n-est-pas-une-priorite-pour-les-etats-unis.php> ; consulté le 20 février 2017

comparant les terroristes et les indépendantistes « *Ce sont quand même des Maliens, ce sont nos frères, quand les Touareg, eux, sont l'ennemi mortel.* »²⁰

Pour les Français, une fois que les terroristes sont installés au Nord du Mali, à seulement 80 km de Kidal, les Ifoghas Touareg sont les seuls à pouvoir les combattre dans le massif du Tigharghar. « *La DGSE entretient des contacts fréquents avec les Touaregs, au Mali comme au Burkina et en France, partout en fait ils sont représentés.* »²¹ Les autorités maliennes connaissent parfaitement les bonnes dispositions du gouvernement français à l'égard des Touareg.

Il ne faut pas oublier qu'à partir de novembre 2009 où est pris le premier otage français d'une longue liste, la France a besoin d'Amadou Toumani Touré car son rôle de médiateur est considéré comme très important. Celui-ci le sait et joue avec cette impunité.

L'ambassadeur français à Bamako est remplacé dans le mois de mars 2011. Christian Rouyer prend le poste et à son arrivée il rend compte à Paris du système de corruption généralisé dans toutes les institutions au Mali, jusqu'au Président lui-même.²²

3. QUATRIEME REVOLTE TOUAREGUE.

3.1. LA REVOLTE DE 2012.

A partir de l'année 2009, la France centre son attention au Mali sur la récupération des otages. Dans cette affaire, Amadou Tourmani Touré joue un rôle très important. Il s'assure l'impunité en dépit d'avoir un gouvernement incompetent et corrompu, une économie effondrée et une population très fatiguée. Pour résoudre les prises d'otages, le plus souvent, des rançons sont payées et des terroristes d'AQMI sont libérés en échange par les autorités de Bamako²³.

²⁰ Libération.fr, Jean-Louis Le Touzet, *La tolérance assiégée au Mali* http://www.liberation.fr/monde/2012/06/04/la-tolerance-assiegee-au-mali_823597 ; consulté le 20 février 2017

²¹ Notin, *op. cit.*, p. 42

²² Ibid. p. 55.

²³ Id.

A partir de mars 2011, la France et l'OTAN prennent parti activement dans le conflit en Libye. Pendant l'été 2011, avant que Kadhafi ne soit assassiné, environ 1.000 Touareg avec des tonnes d'armement, dirigés par Mohamed Ag Najim qui avait quitté le Mali après les accords de Tamanrasset, quittent la Libye en direction du Mali et rejoignent le groupe d'Ibrahim Bahanga. Bamako accusera le gouvernement français de ce que la quatrième révolte des Touareg est une conséquence de la rentrée des Touareg de la Libye. Mais la venue de ces Touareg n'a qu'avancé un destin qui était déjà écrit ; la pauvreté, le chômage, la corruption, l'insécurité, et « l'absence de l'État », ont constitué un terrain propice pour les groupes djihadistes. De plus, le gouvernement de Bamako continue à ne pas respecter les accords signés et à renforcer (militariser) la sécurité dans le Nord.

Touareg et djihadistes cohabitent au Mali depuis 10 ans. *« Ils ont des liens avec les contrebandiers professionnels comme Moktar Bel Mokhtar. Au passage, les contrebandiers prosélytes ont mis à profit ces rencontres pour prêcher l'Islam. »*²⁴

De cette façon on arrive au début de 2012 avec AQMI installé au Mali par trois katibas, et trois groupes qui se forment à la fin de l'année 2011 :

- MNLA (Mouvement National pour Libération de l'Azawad) : Il est né le 15 novembre 2011, de la fusion entre le MNA (Mouvement National de l'Azawad) mouvement pacifique formé par des jeunes étudiants Touareg et le MTNM (Mouvement Touareg du Nord Mali) mouvement armée dirigé par Ibrahim Bahanga (qui est décédé dans un accident de voiture le 26 août 2011), des militaires venus de Libye, des volontaires de Kidal et Gao et des Touareg ayant quitté l'armée malienne²⁵. Le cousin d'Ibrahim Bahanga, Mohamed Ag Najim, qui est venu de la Libye avec 1.000 Touareg participe à la création du MNLA et en est le chef d'état-major. Le MNLA se définit comme un mouvement laïc qui a pour objectif de « *sortir le peuple de l'Azawad de l'occupation illégale du territoire azawadien par le Mali* », qui

²⁴ Raffray, *op. cit.* p.77.

²⁵ Anselin, *op. cit.*, p. 155.

est « *l'animateur depuis des décennies de l'insécurité dans la région* »²⁶. Le MNLA affirme n'avoir aucune alliance avec les groupes djihadistes AQMI, Ansar Dine, Mujao installés dans la région du Nord²⁷. Bien qu'on n'ait pas de chiffres exacts par rapport au nombre de combattants Touareg dans le MNLA, certains journalistes estiment qu'il compte entre 2.000 et 4.000 combattants bien armés et entraînés²⁸.

- Ansar Dine : Groupe salafiste Touareg fondé par Iyad Ag Ghali à la fin de l'année 2011, avec une cinquantaine de jeunes Touareg radicalisés. L'objectif de ce groupe est d'instaurer la Charia ; il ne réclame pas l'indépendance du Nord du Mali. Le chef militaire d'Ansar Dine affirme lors de la prise de la ville de Tombouctou : « *Notre guerre est une guerre sainte, c'est une guerre légale, au nom de l'islam. Nous sommes contre les rebellions. Nous sommes contre les indépendances. Toutes les révolutions qui ne sont pas au nom de l'islam, nous sommes contre. On est venu pour pratiquer l'islam au nom d'Allah.* »²⁹ Avant de créer le groupe Ansar Dine, Iyad Ag Ghali postule pour être le chef du MNLA mais il est rejeté, d'un côté à cause de sa radicalisation et d'un autre côté, les Ifhogas n'oublient pas qu'après la troisième révolte il a fait office de médiateur avec le gouvernement malien et a été envoyé comme consul à Djeddah. En profitant qu'Abdelkrim est son cousin, il offre ses hommes à AQMI, mais AQMI ne trouve pas pertinent d'intégrer une figure aussi connue qu'Iyad Ag Ghali. Par contre AQMI supporte financièrement Ansar Dine, avec des grandes sommes d'argent³⁰. Avec la création d'Ansar Dine viendront plusieurs désertions du MNLA, notamment d'Alghabass Ag Intallah, le fils de l'Amenokal qui maintenant a un fils dans chacun des groupes les plus influents des Touareg au Nord du Mali (MNLA-Ansar Dine). Même si les idéologies politiques de ces deux groupes sont complètement opposées, le

²⁶ Communiqué n°1 du MNLA, 16 octobre 2011, www.mnlamov.net ; consulté le 12 décembre 2016

²⁷ « Libération complète de la Région de Tinboustou », article du 1er avril 2012, disponible sur leur site : www.mnlamov.net ; consulté le 12 décembre 2016

²⁸ Le matin d'Algérie, *L'histoire du Mouvement national de libération de l'Azawad* <http://www.lematindz.net/news/8183-lhistoire-du-mouvement-national-de-liberation-de-lazawad.html> ; consulté le 20 février 2017

²⁹ Le Figaro, Mali: "une guerre pour l'Islam" (Ansar), <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/04/06/97001-20120406FILWWW00438-mali-une-guerre-pour-l-islam-ansar-dine.php> ; consulté le 20 février 2017

³⁰ Notin. *op. cit.*, p. 64.

MNLA cherche l'indépendance de l'Azawad et Ansar Dine cherche à instaurer la charia au Mali.

- MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'ouest): Groupe salafiste et djihadiste, créé dans le mois d'octobre 2011 par le Mauritanien Hamda Ould Mohamed Kheirou, ancien lieutenant de Bel Mokhtar, « *il a quitté le groupe AQMI pour deux raisons, pour les unes, nobles, désaccord sur la méthode à suivre pour installer le califat au Sahel, pour d'autres, crapuleuses, il aurait réclamé une plus grosse part sur les rançons.* »³¹ Ce mouvement a pour but d'exporter la guerre sainte du Sahel à l'Afrique de l'Ouest. Il base son financement sur le trafic de drogue³².

Bien qu'il soit très difficile d'estimer le nombre exact de djihadistes présents au Mali au début de l'opération Serval, selon Mathieu Guidère, il doit y avoir environ « *1.000 combattants d'AQMI, 500 pour le MUJAO et entre 5 000 et 10 000 hommes chez Ansar Dine, soit aux alentours de 10.000 islamistes au total, dont "un noyau dur d'environ 3.000 combattants.* »³³ Les flux entre les groupes salafistes et le groupe indépendantiste MNLA sont de plus en plus fréquents. Ansar Dine s'est ainsi considérablement renforcé aux dépens du MNLA

A la fin de l'année 2011, la situation au sein des Touareg, est toujours la même : la création du MNLA ne change rien et les accords d'Alger continuent sans s'accomplir. A la fin de l'année se multiplient les prises d'otages. La France à elle seule en compte sept. Le gouvernement malien est inefficace face aux terroristes, en dépit des sommes d'argent qui sont versées par l'U.E. pour la lutte contre le terrorisme. Au cours du mois de novembre, une délégation du gouvernement de Bamako se présente à Kidal pour établir des contacts Nord-Sud, mais le MNLA refuse toute légitimité à ce groupe. Début janvier, le gouvernement malien fait une nouvelle tentative mais les Touareg de Kidal refusent une fois de plus de négocier.

Le 17 janvier se succèdent des attaques dans les villes de Ménaka, Tessalit et Aguelhok, dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou. La quatrième révolte

³¹ Ibid. p.65.

³² Compagnie Méditerranéenne d'Analyse et d'Intelligence Stratégique (CMAIS). 1er février 2013

³³ Francetvinfo, *Mali. Qui sont les islamistes à qui la France a déclaré la guerre?*

http://www.francetvinfo.fr/monde/mali/mali-qui-sont-les-islamistes-a-qui-la-france-a-declare-la-guerre_203247.html ; consulté le 20 février 2017

des Touaregs est lancée par différents acteurs qui poursuivent chacun leurs propres buts. La plupart d'entre eux appartient à différentes factions des tribus de Kidal. Le MNLA, qui a déclenché cette révolte, affirme sur son site web qu'il est un mouvement révolutionnaire indépendantiste et qu'il n'a rien à voir avec un groupe armé criminel ou terroriste.

AQMI profite de la confusion des premiers moments de la rébellion et commence à commettre des atrocités. Comme par exemple à Aguelhok, au nord-est de Kidal, le 24 janvier, une quarantaine de soldats maliens sont exécutés après leur reddition³⁴. Le gouvernement malien accuse le MNLA de complicité dans ces actes. Le MNLA s'empresse de nier le fait et affirme qu'il n'a rien à voir avec les terroristes d'AQMI.³⁵ « *Malgré leurs divergences, les hommes du MNLA et Iyad Ag Ghali, avec Ansar Dine, collaborent. Ils sont d'abord Touareg et souvent des cousins.* »³⁶

L'armée malienne n'offre pas de résistance, elle manque d'entraînement et même de munitions. La France continue avec la même position, elle ne veut pas intervenir dans ce conflit, la priorité est pour elle de libérer ses otages et de protéger les plus de 5.000 ressortissants français qui habitent à Bamako.

Des protestations pour la mort de ces militaires se succèdent dans tout le pays. Le 21 mars, un mois avant les élections prévues, s'est produit un coup d'Etat mené par des soldats contrariés par l'attitude du gouvernement face à la rébellion des Touareg dans le Nord. Le capitaine Amadou Haya Sanogo prend la tête du Comité National pour le Redressement de la Démocratie et la Restauration de l'Etat (CNRDRE)³⁷. Le coup d'Etat est condamné par la communauté internationale. Suite à la médiation de la CEDEAO (Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest), la junte signe un accord, le 6 avril, dans lequel elle accepte de remettre le pouvoir aux civils si le président Amadou Toumani Touré démissionne. C'est ce qu'il fait le 8 avril. Le 12 avril, le

³⁴ Libération.fr, Thomas Hofnung, *Des rebelles touaregs accusés d'exécutions sommaires au Mali* http://www.liberation.fr/monde/2012/02/14/des-rebelles-touaregs-accuses-d-executions-sommaires-au-mali_795898 ; consulté le 20 février 2017

³⁵ Notin. *op. cit.*, p.69.

³⁶ Anselin, *op. cit.*, p.158.

³⁷ THURSTON, A. et LEOVICH, A. *A Handbook on Mali's 2012-2013 Crisis.*, septembre 2013, 61 p., p. 5.

président de l'Assemblée nationale Dioncounda Traoré est nommé président par intérim du Mali.

Le 31 mars, le MNLA et Ansar Dine font la conquête de Kidal, qui est la ville la plus importante pour les Ifoghas. Gamou s'enfuit au Niger où il restera jusqu'à la prise de Gao par les forces françaises pendant l'opération Serval. Le bilan de ces trois premiers mois d'intervention est de 190.000 déplacés du Nord du Mali vers les pays voisins et 130.000 autres vers le Sud³⁸. Depuis le coup d'Etat, les rebelles ont pris la ville de Kidal, Gao et Tombouctou. Le premier avril, le MNLA contrôle toutes les régions de l'Azawad. Le 05 avril, le MNLA proclame un cessez-le-feu, « *suite à la Libération complète de l'Azawad et prenant en compte le forte demande de la communauté internationale, notamment, du Conseil de Sécurité et de Paix des Nations Unies, des Etats Unis d'Amérique, de la France ainsi que des Etats de la sous-région.* »³⁹

Le 06 avril, le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad, ce qui ne plait ni à l'Union Africaine ni à la communauté internationale, car même si quelques-uns croient que le Nord du Mali doit avoir une certaine autonomie, personne ne parle jamais d'indépendance.

Mais le MNLA, sans financement ni appuis extérieurs, épuise les populations locales, volant argent et biens. Ils sont impopulaires par rapport aux islamistes qui se financent avec l'argent de la drogue et aident les populations civiles.

Le Nord du Mali devient de plus en plus dangereux. Au début du mois d'avril 2012, Ansar Dine chasse le MNLA de la ville de Tombouctou et commence à demander aux femmes de se voiler. Ses combattants expliquent qu'ils ne cherchent pas l'indépendance mais veulent imposer la loi islamique.⁴⁰ De plus, les forces de sécurité sont divisées : d'un côté ceux qui supportent encore Amadou Toumani Touré et de l'autre les leaders qui ont provoqué la chute du Président malien. Il n'y a pas de forces maliennes présentes dans le Nord.

³⁸ Notin. *op. cit.*, p.75.

³⁹ *Communiqué n°12 du MNLA*, 04 avril 2012, disponible sur leur site : www.mnlamov.net ; consulté le 12 décembre 2016

⁴⁰ Global Security.org, *Tuareg - Mali - 2012* <http://www.globalsecurity.org/military/world/war/tuareg-mali-2012.htm> ; consulté le 20 février 2017

Le MNLA continue encore à essayer de formaliser une alliance avec Ansar Dine. En dépit de la signature d'un mémorandum entre les deux mouvements le 26 mai 2012, le MNLA craint d'être associé avec le groupe terroriste Ansar Dine et ils n'arrivent finalement à aucun accord⁴¹.

La France commence à s'inquiéter de la situation au Mali, mais elle ne veut pas avoir de troupes sur le territoire malien. Les déclarations du ministre des Affaires étrangères ne laissent pas lieu au doute « *Nous pouvons aider sur le plan logistique ou de la formation, mais il n'est pas question de mettre des soldats français sur le sol du Mali.* »⁴² Face à une menace djihadiste croissante, les Occidentaux croient que le MNLA peut être leur allié. Le 04 avril, le ministre des Affaires étrangères a affirmé en faisant référence au MNLA qu'il fallait accorder une « *forme d'autonomie, assortie d'une politique ambitieuse de développement pour les Touareg.* »⁴³

François Hollande élu président de la République continue avec le même discours par rapport au Mali : les problèmes doivent être solutionnés par le gouvernement malien, il ne peut pas y avoir de militaires français sur le terrain. Le 21 mai, un groupe de personnes attaque le président Dioncounda Traore et il se déplace en France pour se soigner où il passe deux mois.

Ansar Dine commence à imposer la loi islamique dans les villes dont il a pris le contrôle. Il a même lapidé un couple accusé d'adultère. Le porte-parole d'Ansar Dine, Sanda Ould Boumama, justifie la destruction des anciens tombeaux des Saints musulmans et ils interdisent aux radios d'émettre. Ces actes-là sont pour certains une erreur, car la population de Tombouctou commence à se sentir « violée » par le groupe Ansar Dine⁴⁴. Les tribus touarègues du Nord du Mali commencent à être fatiguées et à perdre la confiance en Iyad Ag Ghali et ses hommes, qui collaborent avec les terroristes d'AQMI. Dès le moment où une

⁴¹ KODJO, T. *Mali conflit of 2012-2013 a critical assessment*. Lambert Editorial.2015, 140 p., p.53

⁴² Libération, *La phrase d'Alain Juppé*, http://www.liberation.fr/monde/2012/04/03/la-phrase-de-alain-juppe_807819 ; consulté le 20 février 2017

⁴³ Libération.fr, Thomas Hofnung, *Au Mali, l'impuissance étrangère face au « péril islamiste »* http://www.liberation.fr/monde/2012/04/04/au-mali-l-impuissance-etrangere-face-au-peril-islamiste_808148 ; consulté le 20 février 2017

⁴⁴ Al Arabiya news, *Islamists destroy Timbuktu treasures listed as UNESCO World Heritage site* <http://english.alarabiya.net/articles/2012/06/30/223630.html> ; consulté le 20 février 2017

intervention de la part des Occidentaux apparaît comme une réalité, Iyad Ag Ghali commence à cesser de coopérer avec AQMI et le MUJAO.

La situation au Mali continue à se dégrader avec des affrontements entre les principaux groupes. On observe qu'AQMI et le MUJAO commencent à combattre tous les deux pour chasser le MNLA des territoires qu'il avait conquis. Le MNLA est si impopulaire auprès des populations que personne ne l'aide à lutter contre les terroristes.

Fin juin 2012, le Nord du Mali est aux mains des djihadistes : Kidal pour Ansar Dine, Gao pour le MUJAO et Tombouctou pour AQMI. Il y a des accords entre les trois groupes djihadistes pour ne pas avoir de concurrence entre eux. Ils signent un document dans lequel ils affirment la nécessité d'établir un Etat islamique. Les djihadistes se sont servis du MNLA comme d'un cheval de Troie.

Au même temps AQMI commence à appliquer la loi islamique (charia) et des punitions publiques et impose aux femmes de se voiler. Une lettre confidentielle dirigée par Abdel Malek Droukdel aux katibas au Mali trouvée à Tombouctou, par les forces françaises, une fois l'opération Serval lancée, explique qu'il fallait faut être moins sévère dans l'application de la loi islamique, qu'il fallait aller pas à pas, ou sinon le peuple malien n'allait pas comprendre.⁴⁵

Le MUJAO grâce aux « trésors de guerre » commence à recruter massivement parmi les jeunes sans emploi. Dans ses camps d'entraînement, ils sont formés à l'utilisation des armes mais aussi on leur enseigne l'Islam.

Le MNLA, après avoir perdu les territoires occupés, subit de nombreuses défections, mais ça ne l'empêche pas d'essayer de les récupérer. Le 18 et 19 novembre, le MNLA aura des affrontements contre le MUJAO, et subira de lourdes pertes. « *Bamako se réjouit de l'échec du MNLA : Il préfère les djihadistes* »⁴⁶. Suite à sa défaite contre les groupes djihadistes à Gao en juin 2012, puis dans la région de Ménaka en octobre-novembre 2012, le MNLA disparaît presque totalement du terrain malien. Ses principaux dirigeants partent à Ouagadougou, au Burkina Faso.

⁴⁵ KODJO, op. cit. p.57.

⁴⁶ Anselin, op. cit, p.176.

A la fin du mois de novembre, il y a des conversations entre le MNLA, Ansar Dine et la CEDEAO. Une autre délégation d'Ansar Dine rencontre le MNLA à Alger. « *Pour Alger, il faut réconcilier les deux parties avant les négociations* » mais pour ça il faut qu'Ansar Dine soit complètement séparé d'AQMI.⁴⁷

Dans sa résolution 2056 du 05 juillet 2012, le Conseil de Sécurité de Nations Unis (UN) appelle à une stratégie commune pour le Sahel. Le 14 novembre, l'Union Africaine soutient un plan pour une intervention militaire pour aider à chasser les terroristes du Nord de Mali.

Le 20 août 2012, suite à une exigence de la CEDEAO, Dioncounda Traoré, président de la République, nomme le nouveau gouvernement, avec deux priorités claires pour la nouvelle équipe : « *la reconquête du Nord, où les islamistes commencent à s'installer. Ensuite, l'organisation d'élections libres sur tout le territoire national.* »⁴⁸

Au cours du mois de novembre, le MNLA tient officiellement des conversations avec Ansar Dine. Pour eux, une force azawadienne pourrait voir le jour si Ansar Dine renonçait à avoir des contacts avec AQMI. « *Ansar Dine est un mouvement de l'Azawad qui a dévié des attentes de la population.* »⁴⁹ Finalement, au cours du mois de décembre, les forces maliennes, le MNLA et les autorités de Mali arrivent à un accord dans lequel ils s'engagent à cesser les hostilités et le MNLA renonce à demander l'indépendance.⁵⁰

D'un autre côté, les dirigeants du MNLA viennent à Paris pour trouver des alliés et étudier de nouvelles propositions de paix et ils sont reçus au Quai d'Orsay⁵¹. Le MNLA veut que la France fasse de médiateur dans les négociations avec Bamako. De plus le MNLA réclame de l'assistance pour combattre les djihadistes.

⁴⁷ Ibid. p. 179.

⁴⁸ Rfi.fr, *Le Mali se dote enfin d'un nouveau gouvernement* <http://www.rfi.fr/afrique/20120821-mali-nouveau-gouvernement-cedeao-bassole-modibo-diarra-nord-touareg-compaore-coulibaly-toure-rhissa> ; consulté le 20 février 2017

⁴⁹ Id.

⁵⁰ MNLA, <http://www.mnlamov.net/component/content/featured.html?id=featured&limit=4&start=208> ; consulté le 12 décembre 2016

⁵¹ French news, *Mali : une délégation du MNLA reçue jeudi au Quai d'Orsay*, http://french.news.cn/afrique/2012-11/23/c_131993305.htm ; consulté le 20 février 2017

Le 20 décembre 2012 le Conseil de Sécurité des Nations Unies autorise par sa Résolution 2085, une Mission Internationale de Soutien au Mali sous conduite africaine qui recevra le nom de MISMA. C'est une mission militaire conduite par la CEDEAO pour porter assistance à l'un de ses membres, le Mali, pour une période initiale d'une année. Elle vise à aider le Mali à récupérer la capacité de ses forces armées pour qu'elles puissent reprendre le contrôle des zones du nord du pays.

Au début de janvier 2013, Ansar Dine durcit sa position par rapport à son projet pour l'Azawad, « *le Mali et l'Azawad doivent divorcer par consentement mutuel. Une large autonomie dans le cadre d'un Etat refondé du Mali se démarquant sans ambigüité de la laïcité.* »⁵² Ansar Dine prend une position entre celle d'AQMI et celle du MNLA. Son chef Iyad Ag Ghaly annonce, dans un communiqué publié le jeudi 3 janvier par l'agence privée mauritanienne Sahara Médias, retirer l'offre de cessation des hostilités faite en décembre à Alger.⁵³

Le 07 janvier 2013 des dizaines des véhicules quittent les villes de Gao et de Tombouctou en direction de la ligne de démarcation⁵⁴. Ils se dirigent vers Konna. Selon Jean Christophe Notin, Ansar Dine, le MUJAO et AQMI commencent à se parler dans un esprit militaire et ils ont un degré de connivence et de coordination jamais vu jusqu'à présent. On compte environ 1.500 combattants.⁵⁵

La France avait dit à plusieurs reprises qu'elle n'interviendrait pas au Mali. Elle marque comme ligne rouge à franchir pour une intervention, le déclenchement d'une offensive généralisée.⁵⁶

⁵² Rfi.fr. *Ansar Dine durcit sa position et réclame l'autonomie du nord du Mali*, <http://www.rfi.fr/afrique/20130104-ansar-dine-durcit-sa-position-reclame-autonomie-nord-mali> ; consulté le 20 février 2017

⁵³ Le Matin D'Algérie, *Le groupe islamiste d'Ansar Dine renie l'accord signé à Alger* <http://www.lematindz.net/news/10705-le-groupe-ansar-dine-revient-sur-les-accords-dalger.html> ; consulté le 20 février 2017

⁵⁴ Rfi.fr, *Mali: rassemblés à Bambara-Maoudé, les groupes jihadistes reluquent vers le sud* <http://www.rfi.fr/afrique/20130107-mali-rassemble-bambara-maoude-groupes-jihadistes-ansar-dine-mujao-aqmi-boko-haram-reluquent-vers-le-sud> ; consulté le 20 février 2017

⁵⁵ Notin. *op. cit.*, p. 158.

⁵⁶ *Ibid.* p. 160.

3.2. L'OPERATION SERVAL.

Les djihadistes commencent les attaques à Konna le 10 janvier, après neuf mois sans combattre l'armée malienne⁵⁷. Ça pourrait être le signal pour l'intervention de la France, mais il faut une base légale pour s'engager si non elle serait accusée de néo-colonialisme. L'article 51 de la charte des Nations Unies prévoit le droit de légitime défense « Individuelle ou collective » dans le cas où un membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée. Après la demande formelle par les généraux de la CEDEAO d'un appui aérien, le Conseil de Sécurité des Nations Unies appelle les Etats membres à aider les forces de défense et de sécurité maliennes à réduire la menace représentée par les organisations terroristes et les groupes affiliés.⁵⁸

Le 11 janvier 2013, le président de la République française informe le conseil des ministres qu'il a pris la décision d'engager la France dans un nouveau conflit armé ajoutant « *le Conseil de sécurité, hier soir, a de nouveau donné à la France et à l'opération que nous avons engagée, le cadre dans lequel nous avons légitimité pour opérer avec trois buts.* »⁵⁹

- Stopper l'ennemi.
- Aider le gouvernement malien à reconquérir les pays.
- Détruire les terroristes.

L'opération Serval ne se limite pas à chasser les terroristes mais vise à la récupération de l'intégralité du territoire malien. Dans cette opération participeront la France (Opération Serval), la MISMA pour l'Union africaine et la CEDEAO, et les Forces Armées Tchadiennes d'Intervention au Mali (FATIM) pour le Tchad (qui seront intégrées à la MISMA en mars 2013).

⁵⁷ Rfi.fr, Mali : les islamistes sont entrés dans Konna, <http://www.rfi.fr/afrique/20130110-mali-islamistes-konna-mopti-front-nord> ; consulté le 20 février 2017

⁵⁸ Franceinter, "Profonde inquiétude" du Conseil de sécurité sur le Mali <https://www.franceinter.fr/info/profonde-inquietude-du-conseil-de-securite-sur-le-mali> ; consulté le 20 février 2017

⁵⁹ Direction de l'information Légale et Administrative. Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et les Emirats arabes unis et sur l'intervention militaire française au Mali, à Dubai le 15 janvier 2013. <http://discours.vie-publique.fr/notices/137000095.html> ; consulté le 20 février 2017

Le 13 janvier 2013, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, déclare que « *la progression des groupes islamistes vers le sud est stoppée et la France a commencé à s'occuper des bases arrière des terroristes.* »⁶⁰ En trois jours, la France avait déjà accompli le premier point qu'elle s'était donné comme réussite de l'opération. Entre le 13 janvier et le 28 janvier, les efforts se concentrent sur la récupération de la zone comprise entre Gao et Tombouctou, et l'état-major annonce le 28 janvier avoir le contrôle de toute la « boucle du Niger » entre les deux bastions islamistes de Tombouctou et de Gao⁶¹.

Le groupe Ansar Dine connaît une scission avec la création du MIA (Mouvement islamique de l'Azawad), dirigé par Alghabass Ag Intalla, (un des fils de l'Amenokal).

Le MNLA, par son porte-parole en France Moussa Ag Assarid, annonce son retour à la guerre, avec la volonté de se battre contre les islamistes. Dans un entretien dans le journal *Le Figaro*, ils ont aussitôt annoncé qu'ils collaboraient avec l'armée française pour libérer le nord du Mali des djihadistes « *Nous ne demandons pas le départ de l'armée française, nous l'approuvons quand elle lance des frappes ciblées. Mais pas quand elle ramène l'armée malienne sur notre territoire, où elle a déjà commis des exactions, aidée par des milices ethniques.* »⁶² De son côté, l'armée française, sans conclure d'alliance formelle, s'est appuyée sur les éléments du MNLA qui connaissaient bien la région pour mener diverses opérations. Le 28 janvier, le MNLA annonce la prise et la libération des villes de Kidal, Tessalit, Tessit, Tinza, In Khalil et Leré⁶³, même si dès le début de l'opération Serval, les groupes djihadistes ont abandonné Kidal. Le MNLA qui avait été à l'origine des événements qui ont provoqué la quatrième révolte des Touaregs, mais qui avait été supplanté par les terroristes

⁶⁰ LeMonde.fr, *Mali : la France bombarde les bases arrière des islamistes dans le Nord* http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/13/des-civils-victimes-des-combats-au-mali_1816282_3212.html ; consulté le 20 février 2017

⁶¹ LeMonde.fr, *Mali : les forces françaises et maliennes sont entrées dans Tombouctou*, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/28/les-forces-francaises-et-maliennes-atteignent-tombouctou_1823303_3212.html#DzK6Kyzmbi148FW.99 ; consulté le 20 février 2017

⁶² Franceinter, *L'armée française tombe Tombouctou* <https://www.franceinter.fr/info/l-armee-francaise-tombe-tombouctou> ; consulté le 20 février 2017.

⁶³ SIWEL Agence Kabyle d'information, *Mali/Azawad : plusieurs villes reprises par les Touaregs laïques du MNLA (porte-parole)* http://www.siwel.info/Mali-Azawad-plusieurs-villes-reprises-par-les-Touaregs-laiques-du-MNLA-porte-parole_a4575.html ; consulté le 20 février 2017.

pendant l'année 2012, revient ainsi prendre le contrôle de Kidal, et il y restera après la fin de l'opération Serval.

L'armée française arrive à Kidal le 30 janvier sans les forces maliennes et sans mener des combats. Le MNLA y est présent depuis deux jours et affirme qu'il contrôle la ville et qu'il a « chassé les islamistes ». Pour l'instant, les Français sécurisent la zone et ne cherchent pas à chasser les indépendantistes qui sont dans leur fief historique. L'armée malienne ne comprend pas l'opération. Le ministère de la Communication affirme ne pas être au courant de l'opération, et s'en plaint.

A Bamako, la feuille de route sur le front politique adoptée le vendredi 25 janvier établit les trois objectifs suivants par ordre de priorités :

- Premier objectif : Libération du Nord et ouverture de négociations avec les groupes armés, mais uniquement avec ceux « qui ne mettent en cause ni l'intégrité territoriale du pays, ni la laïcité de l'Etat ».
- Second objectif : « L'organisation d'élections générales, transparentes et crédibles ».
- Troisième objectif : Le retour des réfugiés, qui ont fui l'occupation et les combats dans les pays voisins, le retour rapide également de l'administration dans les zones libérées, ou encore « la lutte contre les exactions et autres arrestations extra-judiciaires ».⁶⁴

Le MNLA commence à prendre le contrôle des villes au fur et à mesure que les terroristes sont chassés des régions occupées.⁶⁵

A la fin du mois de février, une fois presque la totalité des territoires « récupérés », et des centaines de terroristes tués, Laurent Fabius annonce un

⁶⁴ Rfi.fr, *La prise de Kidal: une nouvelle étape dans le conflit au Mali* <http://www.rfi.fr/afrique/20130130-france-avant-garde-kidal-mali-tombouctou-islamiste-al-qaida-aqmi-ansar-dine-bamako> ; consulté le 20 février 2017

⁶⁵ MaliActu.net, *Mali: le MNLA entre à Ménaka après le départ des soldats nigériens (sources concordantes)* <http://maliactu.net/mali-le-mnla-entre-a-menaka-apres-le-depart-des-soldats-nigeriens-sources-concordantes/> ; consulté le 20 février 2017

retrait progressif des forces françaises pour laisser la place aux forces africaines⁶⁶.

Entre le 18 février et le 31 mars 2013 aura lieu ce qui sera appelé la bataille de l'Ametettaï, qui opposera l'armée française et l'armée tchadienne aux djihadistes et qui permettra de récupérer les territoires occupés par les djihadistes dans l'Adrar Tigharghar (une montagne de l'Adrar des Ifoghas, dans le Nord-Est du Mali).

Au cours du mois d'avril, les tensions se succèdent à Kidal, avec d'un côté l'armée malienne qui veut reprendre la seule ville qui lui reste à reconquérir et de l'autre la France et les forces africaines qui veulent une solution pacifique qui respecte l'intégrité du Mali. Le 22 avril, l'armée malienne se dirige vers Kidal mais elle est stoppée par l'armée française et retourne à Gao.⁶⁷

Le 25 avril 2013, par la résolution 2100 du Conseil de Sécurité de Nations Unies, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) est créée. Elle remplacera la MISMA le premier juillet 2013.

Des élections doivent se dérouler au Mali dans l'été de 2013, mais les forces maliennes ne sont pas présentes à Kidal. Le MNLA accepte le déroulement des élections mais à condition que la sécurité soit assurée par les troupes des Nations Unies dans toute l'Azawad. Le 08 juin se déroulent des négociations à Ouagadougou entre le MNLA, le HCUA, le gouvernement malien et des observateurs de l'ONU, de l'UE, de l'UA et de la France⁶⁸. Le 05 juillet, le MNLA et le HCUA retirent leurs forces sur trois cantonnements, conformément aux accords signés. Le lendemain, l'armée malienne entre à Kidal. Une partie de la population de Kidal sort dans la rue pour protester et il y a des émeutes. Les élections se déroulent entre le 28 juillet et le 11 août et Ibrahim Boubacar Keïta est élu président de la République.

⁶⁶ Rts.info, *Les troupes françaises amorceront leur retrait du Mali dès mars* <http://www.rts.ch/info/monde/4635061-les-troupes-francaises-amorceront-leur-retrait-du-mali-des-mars.html> ; consulté le 20 février 2017

⁶⁷ Bamada.net, *La France empêche l'armée malienne d'entrer à Kidal* <https://bamada.net/la-france-empêche-l-armée-malienne-d-entrer-a-kidal> ; consulté le 20 février 2017

⁶⁸ Notin. *op. cit.*, p. 576.

4. REPERCUSSIONS POLITIQUES DE L'OPERATION SERVAL.

4.1. RECOMPOSITION DES MOUVEMENTS TOUAREGS ENTRE JANVIER 2013 ET JUILLET 2013.

Au début de l'année 2012, les Touareg sont divisés entre un groupe indépendantiste laïc (MNLA) et un groupe islamiste qui veut imposer la charia au Mali (Ansar Dine). Ces deux groupes ont des objectifs différents, mais ils ont combattu ensemble contre les forces maliennes pendant l'année 2012 et il ne faut pas oublier que les deux fils de l'Amenokal font partie de chacun de ces groupes. Au cours de l'année 2012, Ansar Dine avec AQMI et le MUJAO finiront par chasser le MNLA qui se réfugiera en Burkina Faso. L'opération Serval qui avait pour objectifs de chasser les terroristes et d'aider le Mali à récupérer les territoires occupés va provoquer des basculements dans les deux groupes Touareg. En janvier 2013, l'arrivée des forces françaises au Mali va provoquer :

- La fuite des terroristes des villes du Nord du Mali vers l'Adrar Tigharghar.
- L'arrivée des Touareg du MNLA qui étaient réfugiés au Burkina Faso et leur installation dans les villes du Nord desquelles ils avaient été chassés par les terroristes.
- Une scission dans le groupe Ansar Dine et la formation d'un nouveau groupe le MIA (Mouvement Islamique de L'Azawad) qui ne sera composé que par des Maliens et dont le secrétaire général sera Alghabasse Ag Intalla, le fils de l'Amenokal. Son quartier général est basé à Kidal. « Le MIA affirme qu'il se démarque totalement de tout groupe terroriste, condamne et rejette toute forme d'extrémisme et de terrorisme et s'engage à les combattre. Le MIA réaffirme son indépendance et sa volonté à aller vers une solution pacifique. »⁶⁹ Il affirme également que le MIA réclame d'autonomie de l'Azawad mais pas l'indépendance. Le MIA qui avait lutté à côté des islamistes d'Ansar Dine est maintenant leur ennemi. En plus le MIA « lance un appel aux autorités maliennes et à la France pour un arrêt des hostilités dans les zones que nous occupons, à savoir les régions de Kidal et

⁶⁹ LeMonde.fr, Mali : scission au sein d'Ansar Eddine, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/24/mali-scission-au-sein-d-ansar-eddine_1821602_3212.html ; consulté le 20 février 2017

Ménaka. »⁷⁰. Pour des nombreux observateurs maliens, la scission d'Ansar Dine serait une manœuvre des djihadistes, face à l'impossibilité de tenir tête à l'armée française pour avoir la possibilité de prendre parti dans les négociations avec le MNLA.⁷¹

Le 02 mai, afin de favoriser les négociations avec le gouvernement malien, des Touareg du groupe MNLA dirigés par Mohamed Ag Intalla, l'autre fils de l'Amenokal, décident de rejeter la lutte armée et de créer le groupe HCA (Haut Conseil de l'Azawad). Le jour de sa fondation, Mohamed Ag Intalla appelle le MNLA et le MIA à rallier son mouvement. Il déclare que le HCA est un mouvement pacifique qui ne réclame pas l'indépendance d'une partie du Nord du Mali et qui est contre le terrorisme. Le 19 mai, Alghabass Ag Intalla, annonce la dissolution du MIA et son ralliement au HCA qui change de nom et devient le HCUA (Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad). Le même jour, l'Amenokal est désigné président du HCUA et son fils Mohamed Ag Intalla secrétaire-général. L'Amenokal a finalement réussi à rassembler autour de lui ses deux fils : Mohamed, qui devient secrétaire général mais aussi, Alghabass, fondateur en janvier du MIA, groupe dissident d'Ansar Dine d'Iyad ag Ghali. Le MNLA apporte son soutien au HCUA pour adopter une posture commune dans l'Azawad (finalement ils ont bien compris qu'il fallait adopter une posture commune pour négocier avec Bamako)⁷².

5. L'ARMEE MALIENNE ET LA REGION DE KIDAL.

Après la signature des accords de Ouagadougou, les affrontements entre l'armée malienne et le groupe MNLA se réduisent de plus en plus mais il continue à y avoir des incidents ponctuels entre les deux groupes. La relation entre les groupes du Nord du Mali et le gouvernement malien reste très instable. Il y a aussi des affrontements entre Touareg et Arabes et Peuls

⁷⁰ Id.

⁷¹ Le Huffington post, *Scission d'Ansar Dine au Mali : nouvel interlocuteur ou mirage pour la France ?* http://www.huffingtonpost.fr/2013/01/24/scission-dansar-dine-au-mali-nouvel-interlocuteur-ou-mirage-pour-france-mia-mouvement-islamique-de-lazawad_n_2542845.html ; consulté le 20 février 2017

⁷² Jeuneafrique.com, *Mali : des Touaregs créent un Haut conseil de l'Azawad pour négocier avec Bamako* <http://www.jeuneafrique.com/170970/politique/mali-des-touaregs-cr-ent-un-haut-conseil-de-l-azawad-pour-n-gocier-avec-bamako/> ; consulté le 20 février 2017

(pasteurs de la région sahélo-saharienne).⁷³ Les forces françaises continuent à lutter contre les djihadistes encore au Mali qui essaient de s'organiser et qui sont de plus en plus présents⁷⁴. La France intensifie les attaques contre les djihadistes et au cours du mois de mars 2014, le ministre de la Défense français Jean-Yves Le Drian, après avoir annoncé la mort d'une quarantaine de terroristes, affirme : « *La guerre de libération du Mali est finie, elle a été gagnée* », « *ce qui est loin d'être fini, et pas uniquement au Mali, c'est la lutte contre le terrorisme.* »⁷⁵

5.1. VISITE DU PREMIER MINISTRE A KIDAL.

Le samedi 17 mai 2014, lors d'une visite annoncée du Premier ministre malien Moussa Mara à Kidal se produisent des affrontements entre les rebelles majoritairement du MNLA et l'armée malienne qui se soldent par plusieurs dizaines de morts au sein des forces maliennes et par l'exécution d'otages par les ex-rebelles⁷⁶. Le 18 mai, le Premier ministre quitte la localité de Kidal en direction à Gao et déclare que le Mali est en guerre⁷⁷.

5.2. TENTATIVE DU GOUVERNEMENT DE REPRISE DE LA REGION DE KIDAL

Le 22 mai l'armée malienne lance une opération contre la ville de Kidal en engageant 2.000 hommes. En l'espace de quelques heures, l'armée malienne est battue et perd 50 hommes et autant de blessés et se replie à Gao. Le même jour, les forces rebelles prennent le contrôle sans combattre de Ménaka,

⁷³ LeMonde.fr, Affrontements mortels entre communautés arabe et touareg à la frontière algéro-malienne http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/08/16/affrontements-mortels-entre-communautes-arabe-et-touareg-a-la-frontiere-algero-malienne_3462551_3212.html ; consulté le 20 février 2017

⁷⁴ LeMonde.fr, Un an après « Serval », les djihadistes sont de retour au Mali http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/02/27/un-an-apres-serval-les-djihadistes-sont-de-retour-au-mali_4374596_3212.html ; consulté le 20 février 2017

⁷⁵ Libération.fr, Mali : une quarantaine de jihadistes tués par l'armée française http://www.liberation.fr/planete/2014/03/20/mali-une-quarantaine-de-jihadistes-tues-par-l-armee-francaise_988524 ; consulté le 20 février 2017

⁷⁶ Rfi.fr, Combats à Kidal: « une trentaine de fonctionnaires portés disparus », <http://www.rfi.fr/afrique/20140518-mali-combats-kidal-lors-visite-moussa-mara/> ; consulté le 20 février 2017

⁷⁷ Rfi.fr, Les autorités maliennes déclarent être « en guerre » <http://www.rfi.fr/afrique/20140518-mali-affrontements-kidal-guerre-mnla-maa-morts-moussa-mara/> ; consulté le 20 février 2017

Andéramboukane et Anéfis⁷⁸. L'armée malienne continue à démontrer son inefficacité face à des groupes armés bien entraînés et expérimentés au combat. Ni la France ni les forces africaines n'interviennent, ni pour empêcher l'armée malienne d'entrer au combat ni pour aider l'armée malienne à récupérer la ville de Kidal, comme cela avait pourtant été annoncé par François Hollande au début de Serval. Le 22 mai, on arrive à un accord de cessez-le-feu entre le gouvernement et les groupes indépendantistes du Nord, avec la médiation du président de la Mauritanie et de l'Union Africaine.

6. CONCLUSION

Depuis 1881 les Touareg n'ont jamais cessé de lutter contre les occupants de « leur territoire ». Mais c'est à partir de la création des frontières qui les divisent, qu'ils comprennent rapidement que son style de vie est vraiment menacé et ils vont lutter pour réclamer l'indépendance de ce qu'ils considèrent comme leur territoire.

Les Touareg sont islamisés depuis longtemps, mais ils comprennent la religion musulmane d'une manière différente aux Arabes. A la fin des années 90 Al-Qaïda commence à s'installer au Mali. Le peuple Touareg, qui avait pendant longtemps résisté à l'influence non seulement des colonisateurs mais aussi celle de l'Islam, s'est finalement rapproché, dans la première décennie du XXI^e siècle, des groupes terroristes d'Al Qaeda.

Le gouvernement malien, incompétent et corrompu, est incapable d'éviter l'installation des terroristes qui prennent des positions dans les montagnes de l'Adrar et de Timerine. Avec l'arrivée des terroristes commence la prise d'otages d'Occidentaux. Les pays impliqués sont plus préoccupés de libérer leurs citoyens que de lutter contre les terroristes, qui profitent pour se renforcer grâce aux rançons versés. Amadou Tourmani joue un rôle important dans la libération de ces otages.

⁷⁸ Libération.fr, *Au Mali, Kidal et Ménaka sous contrôle des rebelles*
http://www.liberation.fr/planete/2014/05/22/paris-reclame-la-reprise-des-negociations-au-mali_1024165 ; consulté le 20 février 2017

La chute de Kadhafi et le retour de milliers de Touareg émigrants, après la deuxième révolte touarègue, dirigés par Ibrahim Ag Bahanga bien entraînés et avec des tonnes d'armement (léger et lourd), venant des Arsenaux Libyens, va accélérer le début de la quatrième révolte. La relation entre les Touareg et le gouvernement malien est complexe, les accords d'Alger après la troisième révolte ne sont pas respectés, comme dans les autres révoltes.

Au cours du mois de janvier 2012 commence la quatrième révolte des Touareg, avec les acteurs suivants, d'un côté : le MNLA, Ansar Dine, AQMI et MUJAO et de l'autre côté les forces maliennes incapables de faire face à la situation par manque d'entraînement et de munitions. Mais cette révolte sera très différente des révoltes précédentes : des intérêts religieux se mélangent avec les aspirations indépendantistes.

Si les intérêts des groupes qui participent à la quatrième révolte sont très différents, on observe pourtant de liens entre eux :

- Il y a un flux des touareg entre le MNLA et Ansar Dine et vice-versa.
 - Avant la révolte avec la création d'Ansar Dine, des membres du MNLA partent vers Ansar Dine.
 - L'opération Serval provoque une scission d'Ansar Dine en MIA, qui intégrera le HCUA et gouvernera Kidal avec le MNLA
- Le leader d'Ansar Dine (Iyad Ag Ghali) qui s'était proposé pour diriger le MNLA à sa création, mais qui fut finalement refusé, est le cousin du leader d'une des Katibas (Abdelkrim) d'AQMI installées au Mali, qui finance la formation du groupe.
- Même si le MNLA et Ansar Dine n'arrivent pas à formaliser un accord, il faut noter que dans le mois de mai 2012 ils signent un mémorandum d'alliance et au cours du mois de novembre, alors que le MNLA n'est plus représenté au Mali, il tient officiellement des conversations avec Ansar Dine. Pour eux une force azawadienne pourrait voir le jour si Ansar Dine renonçait à avoir des contacts avec AQMI. Le groupe Ansar Dine voulait cependant imposer la Charia au Mali.

Ces liens entre groupes, même s'ils ne sont pas déclarés, se voient sur le terrain pendant la conquête des territoires du Nord. Néanmoins, une fois que

les territoires du Nord sont conquis et que les terroristes n'ont plus besoin du MNLA, ils décident d'attaquer le MNLA et de récupérer ses territoires. A ce moment-là le MNLA s'écarte des terroristes.

La France qui ne voulait pas intervenir au Mali, réagit quand les terroristes commencent à avancer vers le Sud et déclenche l'opération Serval avec l'intention de chasser les terroristes et d'aider le gouvernement malien à récupérer les territoires occupés.

La France récupère Kidal sans l'aide des forces maliennes et permet le retour du MNLA et postérieurement du HCUA. Le HCUA avait intégré des membres qui avaient combattu aux côtés du groupe terroriste Ansar Dine pendant la quatrième révolte, le MIA.

Les Touareg devaient être représentés au Mali par leurs liens historiques. L'indépendance du Mali à la fin des années 50 ne prend pas en compte cette population nomade. La France en est consciente et après 4 révoltes sans que le gouvernement ne respecte les accords post révolte, il fallait trouver une place aux Touareg au sein du territoire malien. Car ils sont les seuls à maîtriser leur environnement et ils peuvent jouer un rôle fondamental dans la stabilisation du Sahel.

La réponse aux flux des membres d'Ansar Dine et du MNLA et vice versa pourrait être qu'ils cherchaient plutôt à assouvir des ambitions de pouvoir que des revendications religieuses. La présence des deux fils de l'Amenokal dans chacun des groupes les plus importants avant la révolte et leur rassemblement à l'arrivée de la France montre que l'Amenokal voulait être représenté dans les groupes le plus influents.

Des enjeux majeurs restent en suspens au Mali après Serval. D'un côté, le rapprochement du MNLA et des groupes terroristes pendant la quatrième révolte est un risque qu'il faudra surveiller, pour empêcher que la situation ne redevienne celle de 2012. D'un autre côté, le gouvernement malien, qui ne veut pas perdre la pleine souveraineté de son territoire, pourrait essayer de reconquérir ce territoire, comme il l'a démontré dans le mois de mai 2013, et la situation au Mali se dégrade encore une fois.

BIOGRAPHIE

ANSELIN P, *La France et les Touaregs*, Paris, Editions Temporis, 2015, 333 p.

CLAUDOT-HAWAD, H. et Hawad, *Touaregs : Apprivoiser le désert*, Paris, Gallimard, 2002, 144 p.

DUVEYRIER, H, *L'exploration du Sahara. Les Touaregs du Nord*, Paris, Challamel, 1864, 660 p.

NOTIN J.C., *La guerre de la France au Mali*, Paris, Editions Tallandier, 2014, 649 p.

RAFFRAY M, (commandant de réserve opérationnelle) *Les rebellions Touarègues au Sahel, janvier 2013*, Paris, CDEF (Cahier du Retex), 95 p.

ATALLAH R. (Lieutenant Colonel) *La révolte des Touaregs*, s.l. ASPJ (Afrique et francophonie premier trimestre 2013), 79 p.

CRAMER M, *From Nomads to Nationalists: Explaining Tuareg Separatism in Northern Mali*. Avril 2013, 20 p.

BENCHERIF, A. *Al-Qaïda au Maghreb islamique: Une hiérarchie en redéfinition sous fond de crise*. Chaire Raoul-Dandurand en étude stratégique et diplomatique, 11 Décembre 2012. 8p.

THURSTON, A. et LBOVICH, A. *A Handbook on Mali's 2012-2013 Crisis.*, septembre 2013, 61 p.

KODJO, T. *Mali conflit of 2012-2013 a critical assessment*. Lambert Editorial.2015, 140 p.

Wikileaks, *Tribal fault lines within the Tuareg of northern Mali*:

https://wikileaks.org/plusd/cables/08BAMAko239_a.html consulté le 28 février 2017

United Nations High Commissioned for refugees. *Mali : information sur le Mouvement patriotique Ganda Koi (MPGK)*:<http://www.refworld.org/docid/3ae6aba624.html> ; consulté le 20 février 2017

Direction de l'information Légale et Administrative, *Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et les Emirats arabes unis et sur l'intervention militaire française au Mali, à Dubai le 15 janvier 2013*. <http://discours.vie-publique.fr/notices/137000095.html> ; consulté le 28 février 2017

<http://.lejdd.fr/Societe/Faits-divers/Actualite/Air-Cocaine-un-Francais-dans-la-tourmente-362475>;consulté le 10 décembre 2016

Le Figaro.fr, *Le Mali n'est pas une priorité pour les États-Unis* <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/02/01/10001-20130201ARTFIG00624-le-mali-n-est-pas-une-priorite-pour-les-etats-unis.php> ; consulté le 20 février 2017

Libération.fr, Jean-Louis Le Touzet, *La tolérance assiégée au Mali* http://www.liberation.fr/monde/2012/06/04/la-tolerance-assiegee-au-mali_823597 ; consulté le 20 février 2017

Communiqué n°1 du MNLA, 16 octobre 2011, disponible sur leur site : www.mnlamov.net ; consulté le 12 décembre 2016

«Libération.fr, complète de la Région de Tinbouchou», article du 1er avril 2012, disponible sur leur site : www.mnlamov.net ; consulté le 12 décembre 2016

Le matin d'Algérie, *L'histoire du Mouvement national de libération de l'Azawad* <http://www.lematindz.net/news/8183-lhistoire-du-mouvement-national-de-liberation-de-lazawad.html> ; consulté le 20 février 2017

Le Figaro.fr, *Mali: "une guerre pour l'Islam" (Ansar)*, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/04/06/97001-20120406FILWWW00438-mali-une-guerre-pour-l-islam-ansar-dine.php> ; consulté le 20 février 2017

Francetvinfo, *Mali. Qui sont les islamistes à qui la France a déclaré la guerre?* http://www.francetvinfo.fr/monde/mali/mali-qui-sont-les-islamistes-a-qui-la-france-a-declare-la-guerre_203247.html ; consulté le 20 février 2017

Libération.fr, Thomas Hofnung, *Des rebelles Touaregs accusés d'exécutions sommaires au Mali* http://www.liberation.fr/monde/2012/02/14/des-rebelles-touaregs-accuses-d-executions-sommaires-au-mali_795898 ; consulté le 20 février 2017

Communiqué n°12 du MNLA, 04 avril 2012, disponible sur leur site : www.mnlamov.net ; consulté le 12 décembre 2016

Global Security.org, *Tuareg-Mali-2012* <http://www.globalsecurity.org/military/world/war/tuareg-mali-2012.htm> ; consulté le 20 février 2017

Libération.fr, *La phrase d'Alain Juppé*, http://www.liberation.fr/monde/2012/04/03/la-phrase-de-alain-juppe_807819 ; consulté le 20 février 2017

Libération.fr, Thomas Hofnung, *Au Mali, l'impuissance étrangère face au «péril islamiste»*
http://www.liberation.fr/monde/2012/04/04/au-mali-l-impuissance-etrangere-face-au-peril-islamiste_808148 ; consulté le 20 février 2017

Al Arabiya news, *Islamists destroy Timbuktu treasures listed as UNESCO World Heritage site*
<http://english.alarabiya.net/articles/2012/06/30/223630.html> ; consulté le 20 février 2017

Rfi.fr, *Le Mali se dote enfin d'un nouveau gouvernement* <http://www.rfi.fr/afrique/20120821-mali-nouveau-gouvernement-cedeao-bassole-modibo-diarra-nord-touareg-compaore-coulibaly-toure-rhissa> ; consulté le 20 février 2017

MNLA, <http://www.mnlamov.net/component/content/featured.html?id=featured&limit=4&start=208> ; consulté le 12 décembre 2016

French news, *Mali : une délégation du MNLA reçue jeudi au Quai d'Orsay,*
http://french.news.cn/afrique/2012-11/23/c_131993305.htm ; consulté le 20 février 2017

Rfi.fr. *Ansar Dine durcit sa position et réclame l'autonomie du nord du Mali,*
<http://www.rfi.fr/afrique/20130104-ansar-dine-durcit-sa-position-reclame-autonomie-nord-mali> ; consulté le 20 février 2017

Le Matin D'Algérie, *Le groupe islamiste d'Ansar Dine renie l'accord signé à Alger*
<http://www.lematindz.net/news/10705-le-groupe-ansar-dine-revient-sur-les-accords-dalger.html> ; consulté le 20 février 2017

Rfi.fr, *Mali: rassemblés à Bambara-Maoude, les groupes jihadistes reluquent vers le sud*
<http://www.rfi.fr/afrique/20130107-mali-rassemble-bambara-maoude-groupes-jihadistes-ansar-dine-mujao-agmi-boko-haram-reluquent-vers-le-sud> ; consulté le 20 février 2017

Rfi.fr, *Mali : les islamistes sont entrés dans Konna,* <http://www.rfi.fr/afrique/20130110-mali-islamistes-konna-mopti-front-nord> ; consulté le 20 février 2017

Franceinter, *"Profonde inquiétude" du Conseil de sécurité sur le Mali*
<https://www.franceinter.fr/info/profonde-inquietude-du-conseil-de-securite-sur-le-mali> ; consulté le 20 février 2017

LeMonde.fr, *Mali : la France bombarde les bases arrière des islamistes dans le Nord*
http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/13/des-civils-victimes-des-combats-au-mali_1816282_3212.html ; consulté le 20 février 2017

LeMonde.fr, *Mali: les forces françaises et maliennes sont entrées dans Tombouctou,*
http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/28/les-forces-francaises-et-maliennes-atteignent-tombouctou_1823303_3212.html#DzK6Kyzmbi148FHW.99 ; consulté le 20 février 2017

Rfi.fr, *La prise de Kidal: une nouvelle étape dans le conflit au Mali* <http://www.rfi.fr/afrique/20130130-france-avant-garde-kidal-mali-tombouctou-islamiste-al-qaida-aqmi-ansar-dine-bamako> ; consulté le 20 février 2017

MaliActu.net, *Mali: le MNLA entre à Ménaka après le départ des soldats nigériens (sources concordantes)* <http://maliactu.net/mali-le-mnla-entre-a-menaka-apres-le-depart-des-soldats-nigeriens-sources-concordantes/> ; consulté le 20 février 2017

Rts.info, *Les troupes françaises amorceront leur retrait du Mali dès mars*
<http://www.rts.ch/info/monde/4635061-les-troupes-francaises-amorceront-leur-retrait-du-mali-des-mars.html> ; consulté le 20 février 2017

Bamada.net, *La France empêche l'armée malienne d'entrer à Kidal* <https://bamada.net/la-france-empêche-l-armée-malienne-d'entrer-a-kidal> ; consulté le 20 février 2017

Le Huffington post, *Scission d'Ansar Dine au Mali : nouvel interlocuteur ou mirage pour la France?* http://www.huffingtonpost.fr/2013/01/24/scission-dansar-dine-au-mali-nouvel-interlocuteur-ou-mirage-pour-france-mia-mouvement-islamique-de-lazawad_n_2542845.html ; consulté le 20 février 2017

Jeuneafrique, *Mali : des Touaregs créent un Haut conseil de l'Azawad pour négocier avec Bamako*
<http://www.jeuneafrique.com/170970/politique/mali-des-touaregs-cr-ent-un-haut-conseil-de-l-azawad-pour-n-gocier-avec-bamako/> ; consulté le 20 février 2017

Jeuneafrique.com, *Mali : des Touaregs créent un Haut conseil de l'Azawad pour négocier avec Bamako*
<http://www.jeuneafrique.com/170970/politique/mali-des-touaregs-cr-ent-un-haut-conseil-de-l-azawad-pour-n-gocier-avec-bamako/> ; consulté le 20 février 2017

LeMonde.fr, Affrontements mortels entre communautés arabe et touareg à la frontière algéro-malienne http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/08/16/affrontements-mortels-entre-communautes-arabe-et-touareg-a-la-frontiere-algero-malienne_3462551_3212.html ; consulté le 20 février 2017

LeMonde.fr, *Un an après « Serval », les djihadistes sont de retour au Mali* http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/02/27/un-an-apres-serval-les-djihadistes-sont-de-retour-au-mali_4374596_3212.html ; consulté le 20 février 2017

Libération.fr, *Mali : une quarantaine de jihadistes tués par l'armée française* http://www.liberation.fr/planete/2014/03/20/mali-une-quarantaine-de-jihadistes-tues-par-l-armee-francaise_988524 ; consulté le 20 février 2017

Rfi.fr, *Combats à Kidal: «une trentaine de fonctionnaires portés disparus»,* <http://www.rfi.fr/afrique/20140518-mali-combats-kidal-lors-visite-moussa-mara/> ; consulté le 20 février 2017

Rfi.fr, *Les autorités maliennes déclarent être «en guerre»* <http://www.rfi.fr/afrique/20140518-mali-affrontements-kidal-guerre-mnla-maa-morts-moussa-mara/> ; consulté le 20 février 2017

Libération.fr, *Au Mali, Kidal et Ménaka sous contrôle des rebelles* http://www.liberation.fr/planete/2014/05/22/paris-reclame-la-reprise-des-negociations-au-mali_1024165 ; consulté le 20 février 2017